



Domaine de soutien : Pêche

Mesure :

M2 - Aide au remplacement ou à la modernisation d'un moteur principal ou auxiliaire pour un navire de pêche

(OS 1.2)

Priorité du FEAMPA :

1 : Favoriser une pêche durable et la conservation des ressources biologiques de la mer

2 : Contribuer à la sécurité alimentaire dans l'Union au moyen d'une aquaculture et de marchés compétitifs et durables

3 : Permettre la croissance d'une économie bleue durable et favoriser la prospérité des communautés côtières

4 : Renforcer la gouvernance internationale des océans et faire en sorte que les mers et océans soient sûrs, sécurisés, propres et gérés de manière durable

Objectif Spécifique du FEAMPA :

- a) Renforcer les activités de pêche durables sur le plan économique, social et environnemental ;
- b) Améliorer l'efficacité énergétique et réduire les émissions de CO2 en remplaçant ou modernisant les moteurs des navires de pêche ;
- c) Promouvoir l'adaptation de la capacité de pêche aux possibilités de pêche en cas d'arrêt définitif des activités de pêche et contribuer à un niveau de vie équitable en cas d'arrêt temporaire des activités de pêche ;
- d) Favoriser le contrôle et l'application efficaces de la réglementation relative à la pêche, y compris la lutte contre la pêche INN, ainsi que la fiabilité des données aux fins d'une prise de décision fondée sur les connaissances ;
- e) Promouvoir des conditions de concurrence équitables pour les produits de la pêche et de l'aquaculture provenant des régions ultrapériphériques ;
- f) Contribuer à la protection et la restauration de la biodiversité et des écosystèmes aquatiques ;

Objectif Stratégique UE :

- b) une Europe plus verte, résiliente et à faibles émissions de carbone évoluant vers une économie sans carbone, par la promotion d'une transition énergétique propre et équitable, des investissements verts et bleus, de l'économie circulaire, de l'atténuation du changement climatique et de l'adaptation à celui-ci, de la prévention et de la gestion des risques, et d'une mobilité urbaine durable ;
- e) une Europe plus proche des citoyens, par la promotion du développement durable et intégré de tous les types de territoires et des initiatives locales.

Références réglementaires

Articles 11, 13, 14, 18 et annexe III du règlement (UE) 2021/1139

Rappel du constat et des objectifs stratégiques du Programme Opérationnel

Ce type d'opération vise à soutenir le remplacement ou la modernisation d'un moteur principal ou auxiliaire d'un navire d'une longueur hors tout ne dépassant pas 24 mètres et remplissant les conditions définies par l'Article 18 du règlement FEAMPA, y compris règles spécifiques pour la petite pêche côtière art 18.2.c.

Contexte spécifique à la région Occitanie

- Depuis l'interdiction des aides publiques à la construction de navires de pêche en 2005, on observe un faible renouvellement de la flotte de pêche régionale qui est de ce fait vieillissante.
- Les navires de conception ancienne ont une très forte dépendance énergétique, avec une rentabilité liée à l'évolution des cours du pétrole,

- La Région Occitanie a pour ambition d'être la première région à énergie positive (stratégie REPOS). Dans ce cadre, une filière hydrogène est en plein essor en Occitanie pour travailler à la modernisation des navires, notamment au niveau motorisation (remotorisation propre).

Stratégie régionale

- Devenir la première région à énergie positive (REPOS) avec le développement de la filière Hydrogène,
- Améliorer le caractère durable des activités de pêche en favorisant la sobriété énergétique des navires de pêche et la réduction de leur empreinte carbone,
- Favoriser l'amélioration de l'efficacité énergétique des activités de pêche, en ciblant en priorité les navires qui présentent le ratio « litres de carburant consommé par kg de produits de la mer débarqué » le plus élevé et qui ont par conséquent le plus de progrès à faire,
- Renforcer l'attractivité des métiers de la pêche pour les jeunes générations (qui rachètent des navires de pêche existants),
- Contribuer à améliorer l'image des métiers de la pêche comme garant de la qualité de leur environnement.

Avec près de 600 navires de pêche en lagune et en mer, la Région Occitanie, s'est engagée dès 2014 dans la lutte contre le réchauffement climatique. Celle-ci sera renforcée dans le cadre du FEAMPA.

Compte-tenu du contexte régional, le déploiement d'une mesure « Remotorisation » est important pour l'Occitanie qui souhaite accompagner les professionnels de la Pêche dans la transition énergétique, même si le segment chalutier n'est pas éligible au regard de son statut de segment en déséquilibre, alors qu'il s'agit du segment qui en aurait le plus besoin.

La Région Occitanie prévoit de soutenir la remotorisation et la modernisation des moteurs des navires de pêche au niveau maximal de ce que permettent les règles du FEAMPA.

En Occitanie, tant que les segments « chalutiers » et « anguille » demeureront en déséquilibre au regard des possibilités de pêche, les aides porteront sur les navires « petits métiers » (hors anguille) et cibleront en priorité les navires qui présentent la moins bonne efficacité énergétique, exprimée en litres de carburant consommé par kg de produits de la mer débarqué.

Services concernés

Région Occitanie - Direction de la Mer – Service Aménagement Durable et Economie Littorale

Montant indicatif des crédits du domaine de soutien

FEAMPA : 250 000 €

Opérations éligibles :

Remplacement ou modernisation du moteur principal ou auxiliaire d'un navire de pêche

Opérations non éligibles :

- Remplacement ou modernisation d'un moteur principal ou auxiliaire pour un navire de pêche qui ne remplirait pas les conditions d'éligibilité requises ;
- Investissements à bord des navires de pêche nécessaires pour satisfaire les exigences du droit de l'Union en vigueur au moment de la présentation de la demande de soutien, notamment les exigences découlant des obligations de l'Union dans le cadre des ORGP (Organisations Régionales de Gestion des Pêches), sauf disposition contraire prévue à l'article 22 du règlement FEAMPA.

Conditions d'éligibilité :

1) Le navire de pêche :

- est exploité dans un port situé en Occitanie, ;
- a effectué des activités de pêche durant au moins 60 jours au cours des deux années civiles précédant l'année de présentation de la demande de soutien ;
- présente une longueur hors tout ne dépassant pas 24 mètres ;
- appartient à un segment de la flotte pour lequel le dernier rapport sur la capacité de pêche, visé à l'article 22, paragraphe 2, du règlement (UE) n° 1380/2013, a fait état d'un équilibre entre la capacité et les possibilités de pêche existant pour ledit segment ;

- le navire a été enregistré dans le fichier de la flotte de l'Union pendant au moins les cinq années civiles précédant l'année de présentation de la demande de soutien ;
- dans le cas des navires de petite pêche côtière (pêche pratiquée par des navires de pêche dont la longueur hors tout est inférieure à douze mètres et qui n'utilisent aucun des engins remorqués énumérés dans le tableau 3 de l'annexe I du règlement (CE) n° 26/2004 de la Commission), le nouveau moteur ou le moteur modernisé a une puissance exprimée en kW inférieure ou égale à celle du moteur actuel ;
- dans le cas des autres navires dont la longueur hors tout ne dépasse pas 24 mètres, le nouveau moteur ou le moteur modernisé a une puissance exprimée en kW inférieure ou égale à celle du moteur actuel, et rejette au moins 20 % de CO2 en moins par rapport au moteur actuel.

2) La réduction des émissions de CO2 requise en vertu du paragraphe précédent est considérée comme atteinte dans l'un ou l'autre des cas suivants :

- a) lorsque des informations pertinentes certifiées par le constructeur des moteurs concernés dans le cadre d'une réception par type ou d'un certificat de produit indiquent que le nouveau moteur rejette 20 % de CO2 de moins que le moteur remplacé, ou
- b) lorsque des informations pertinentes certifiées par le constructeur des moteurs concernés dans le cadre d'une réception par type ou d'un certificat de produit indiquent que le nouveau moteur utilise 20 % de carburant de moins que le moteur remplacé.

3) Lorsque les informations pertinentes certifiées par le constructeur des moteurs concernés dans le cadre d'une réception par type ou d'un certificat de produit pour l'un des moteurs ou les deux ne permettent pas de comparer les émissions de CO2 ou la consommation de carburant, la réduction des émissions de CO2 requise en vertu du paragraphe précédent, est considérée comme atteinte dans l'un ou l'autre des cas suivants :

- a) le nouveau moteur utilise une technologie efficace sur le plan énergétique et la différence d'âge entre le nouveau moteur et le moteur remplacé est d'au moins 7 ans ;
- b) le nouveau moteur utilise un type de carburant ou un système de propulsion réputé rejeter moins de dioxyde de carbone que le moteur remplacé ;
- c) l'État membre mesure que le nouveau moteur rejette 20 % de CO2 de moins ou utilise 20 % de carburant de moins que le moteur remplacé dans le cadre de l'effort de pêche normal du navire concerné.

4) Le demandeur :

- a) s'engage, pour une durée de 5 ans à compter du dernier versement de l'aide, à exploiter son navire de pêche dans un port d'Occitanie
- b) s'engage, pour une durée de 5 ans à compter de l'attribution de l'aide, à ne pas changer le segment de flotte de son navire vers un segment de flotte en déséquilibre au titre du dernier Rapport annuel sur la Capacité de Flotte (disponible sur le site du Ministère en charge de la pêche).

Dépenses éligibles

Dépenses directement liées aux opérations de remplacement ou de modernisation d'un moteur principal ou auxiliaire d'un navire de pêche (audit énergétique, étude technique préalable, acquisition du moteur, frais de transport, frais d'installation du nouveau moteur).

Dépenses non éligibles

- Dépenses réalisées avant le dépôt de la demande de subvention,
- Dépenses sans lien direct avec l'opération,
- Dépenses relevant de l'entretien ou de la réparation permettant de maintenir un moteur en état de marche,
- Consommables non directement liés à la mise en œuvre de l'opération,
- Matériel et équipements d'occasion,
- Location de matériel,
- Frais de sortie de l'eau du navire, de grutage, de stockage du navire à terre, d'immobilisation de terre-plein, de remise à l'eau du navire,

- Outils,
- Frais financiers,
- Impôts et taxes,
- TVA
- Primes d'assurances,
- Dépenses ne donnant pas lieu à un décaissement réel (valorisation d'une contribution en nature, amortissement comptable),
- Frais de personnel du demandeur,
- Frais de dossiers.

Demandeurs éligibles :

Entreprises de pêche ou armateurs dont le siège social est situé en Occitanie

Demandeurs non éligibles :

- Entreprises de pêche ou armateurs dont le siège social n'est pas situé en Occitanie ;
- Demandeurs ayant commis des infractions graves au titre de l'article 42 du règlement (CE) no 1005/2008 du Conseil ou de l'article 90 du règlement (CE) no 1224/2009 ou au titre d'autres actes législatifs adoptés par le Parlement européen et le Conseil dans le cadre de la PCP ;
- Demandeurs ayant été impliqué dans l'exploitation, la gestion ou la propriété d'un navire de pêche figurant sur la liste de l'Union des navires INN visée à l'article 40, paragraphe 3, du règlement (CE) no 1005/2008 ou d'un navire battant le pavillon de pays reconnus comme pays tiers non coopérants conformément à l'article 33 dudit règlement ;

Informations complémentaires :

- Le moteur remplacé ou modernisé fera l'objet d'une vérification physique.
- La capacité de pêche supprimée en raison du remplacement ou de la modernisation d'un moteur principal ou auxiliaire n'est pas remplacée.

Critères de sélection :

- Efficacité énergétique actuelle du navire : nombre de litres de carburant consommés / kg de produit débarqué sur les 2 dernières années,
- Réduction prévisionnelle de consommation du nouveau moteur par rapport à l'ancien moteur,
- Age du moteur actuel,
- Passage d'une énergie fossile à une énergie propre (électrique, hydrogène...),
- Projet répondant à un cahier des charges collectif et mis en œuvre avec le soutien d'une organisation de pêcheurs.

Lien avec d'autres réglementations

/

Lignes de partage entre les objectifs spécifiques

- Si le projet entraîne une augmentation de jauge du navire, les dépenses relevant de la modification de la structure du navire conduisant à augmenter sa jauge relèvent de la mesure « Aide à l'augmentation du tonnage brut d'un navires de pêche pour améliorer la sécurité, les conditions de travail ou l'efficacité énergétique » (OS 1.1.2).
- Les dépenses visant à améliorer l'efficacité énergétique du navire sans augmentation de la jauge, et ne portant pas directement sur le moteur principal ou auxiliaire du navire (par exemple : tuyère, hélice plus économe en énergie, catalyseurs, économètres, systèmes améliorant la gestion du carburant, systèmes de surveillance de paramètres influant sur la consommation du navire, éléments de propulsion tels que voile et cerfs-volants, panneaux solaires, etc...) relèvent de la mesure « Aide à la modernisation des navires de pêche (hors moteurs) » (OS 1.1.1).

Intensité d'aide publique :

40%

Taux de cofinancement (des aides publiques) :

- Contreparties nationales (Région, Etat...) : 30%
- FEAMPA : 70%

Plancher de dépenses éligibles :

6 250 € HT

Plafond :

1 dossier / navire sur la programmation FEAMPA

Indicateur de réalisation :

- Nombre d'opérations

Indicateur de résultats :

- CR 18.2 - Consommation d'énergie entraînant une réduction des émissions de CO₂ (litres/h)

Grille de sélection des projets :

| Critères de sélection portant : | Thématique | Critères de sélection | Notation applicable (sur 100) | |
|---------------------------------|----------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------|
| Sur le bénéficiaire | / | / | / | / |
| Sur le projet | Environnement | Efficacité énergétique actuelle du navire : nombre de litres de carburant consommés / kg de produits débarqués sur les 2 dernières années | Moins de 0,5 litre / kg Entre 0,5 et 1,5 litres de carburant /kg Plus de 1,5 litres / kg | 0 15 30 |
| | | Réduction prévisionnelle de consommation du nouveau moteur par rapport à l'ancien moteur (litre par heure) | Moins de 5 % Entre 5 et 10 % Au-delà de 10 % | 0 15 30 |
| | | Age du moteur actuel | Moins de 5 ans Entre 5 et 10 ans Plus de 10 ans | 0 10 20 |
| | | Passage d'une énergie fossile à une énergie propre (électrique, hydrogène...) | Non Oui | 0 10 |
| | Dimension collective | Projet répondant à un cahier des charges collectif et mis en œuvre avec le soutien d'une organisation de pêcheurs. | Non Oui | 0 10 |

Note minimale : 30/100

En cas d'ex-aequo, les projets seront départagés sur le critère : « Passage d'une énergie fossile à une énergie propre (électrique, hydrogène...) »,

Puis sur la valeur du critère « Efficacité énergétique actuelle du navire x Réduction prévisionnelle de consommation du nouveau moteur par rapport à l'ancien moteur ».